



Synthèse des échanges lors des 4 sessions d'ateliers du Séminaire régional « *Systèmes agricoles & Biodiversité : Accompagner l'action en Occitanie* »

27 janvier 2026 – INP Agro Toulouse

4 ateliers thématiques participatifs pour approfondir des questionnements relatifs à l'accompagnement agricole, partager des freins communs et réfléchir à des pistes de solutions :

- [Santé des sols – p.2](#)
- [Auxiliaires & Pollinisateurs – p.4](#)
- [Prairies multifonctionnelles – p.8](#)
- [IAE, pratiques favorables à la biodiversité : démarche d'accompagnement croisé – p.10](#)
- [Principaux éléments de synthèse transversaux – p.12](#)

Objectifs de ces ateliers :

- S'inspirer de retours d'expérience et partager des constats communs
- Echanger sur les freins et les moyens à mettre en œuvre pour démultiplier des démarches d'accompagnement innovantes et appuyer davantage les acteurs et actrices de l'accompagnement agricole dans leurs activités, autour de sujets d'intérêt (définis suite aux enquêtes de 2025).



Les supports des différentes interventions sont à retrouver sur le site de l'ARB !

Atelier 1 – Santé des sols

État des Lieux : lacunes et besoins identifiés

L'atelier révèle un **manque de culture commune** et de **compétences techniques** sur la pédologie, touchant différents types d'acteurs de façon distincte :

- **Pour les agriculteurs et agricultrices** : Il existe une méconnaissance de leur propre sol et des protocoles de prélèvement. Bien que possédant un savoir empirique qu'il faut valoriser, ils et elles manquent d'indicateurs simples pour lier leurs pratiques à l'état biologique du sol.
- **Pour les écologues et naturalistes** : On observe un manque d'acculturation flagrant au sujet "sol". Il est nécessaire de leur faire prendre conscience de l'intérêt fonctionnel du sol.
- **Sur le plan technique et scientifique** : Absence de cartographie fine et de référentiels sur la vie biologique.

Plus globalement, on se rend compte de la difficulté à appréhender la biodiversité au-delà des vers de terre, notamment la **microfaune** ; mais aussi à prendre du recul sur les impacts de la qualité du sol à une échelle dépassant la simple parcelle.

Le **manque de formation diplômante en pédologie** (hors certification AFES) est aussi une lacune qui a été remontée, ouvrant potentiellement la voie aux approches démagogiques.



Pistes d'Actions : Formation & Montée en compétences collective

L'enjeu principal est de créer un **socle de connaissances partagées** par la mutualisation des ressources.

Pour les conseillers, conseillères et écologues :

- **Formation initiale et continue** : Intégrer des modules de pédologie dans les cursus des écologues et proposer des formations pratiques animées par des pédologues.
- **Outils pédagogiques** : Utiliser des formats variés comme les webinaires, les MOOC ou des ateliers ludiques de type "Fresque du sol".
- **Sensibilisation** : Profiter de la Journée mondiale des sols (5 décembre) pour croiser les thématiques (élevage, forêt, après-incendie).

Pour les agriculteurs et agricultrices :

- **Groupes d'échange et d'expérimentation** : Créer des dynamiques de groupes entre pairs avec des agriculteurs et agricultrices référent.e.s reconnu.e.s.
- **Accompagnement terrain** : Aider au suivi des parcelles et proposer des journées techniques basées sur des retours d'expérience chiffrés.



Outils, Indicateurs et Suivi Technique

Pour passer à l'action, les participants et participantes préconisent le développement d'outils accessibles et de diagnostics plus pédagogiques.

- **Outils de terrain** : Accès à des outils simples sans passage par un laboratoire et déploiement de laboratoires mobiles à bas coût.
- **Indicateurs** : Définir des indicateurs de suivi concrets et simples (similaires à ce qui existe pour l'eau) et utiliser les plantes bioindicatrices.

- **Interprétation** : Enrichir les analyses de sol avec des informations "agro-pédologiques" en expliquant le "pourquoi" des résultats plutôt que de donner une simple marche à suivre.
- **Politique** : s'assurer de la volonté politique, décliner la **directive européenne sur les sols** adoptée début 2025 aux échelles nationale et régionale.

Moyens et Écosystème d'acteurs à mobiliser

La mise en œuvre de ces actions nécessite des ressources spécifiques et la mobilisation d'un réseau diversifié d'acteurs et actrices.

- **Ressources nécessaires** :
 - **Financières** : Soutien à l'analyse de sol, à l'achat de matériel et financement du temps de terrain.
 - **Incitatives** : Motivation via des Paiements pour Services Environnementaux (PSE) ou des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC).
 - **Techniques** : Utilisation des fiches TYPTerre (?) et définition de référentiels clairs.
- **Acteurs clés à mobiliser** :
 - **Scientifiques et institutionnels** : AFES (Association Française pour l'Étude du Sol), Agences de l'eau, CNFPT.
 - **Terrain** : Réseau des conseillers et conseillères agricoles et acteurs privés (ex: Genesis).
 - **Politiques** : Collectivités locales et programmes de financement type LIFE.

Toutes ces actions doivent être envisagées sur le **long terme** pour garantir un réel changement de paradigme.



Intervenants sur l'atelier :

Jacques Thomas & Baptiste Algayer, EIWA
 Pierre Malié, pédologue référent à la
 Chambre Régionale Agriculture Occitanie

Atelier 2 – Auxiliaires & Pollinisateurs : 2 alliés pour soutenir les productions agricoles

Des besoins multiples :

- **De manière transversale** : le besoin de « temps », tant au niveau :
 - Des aides, programmes, soutiens financiers qui se doivent de couvrir plusieurs années ;
 - De la co-construction d'actions entre différent.e.s acteurs et actrices ;
 - D'objectifs pour l'adoption de changements de pratiques à grandes échelles, le changement des systèmes de productions ;
 - Du temps de travail dédié pour l'accompagnement technique.
- **Synergies** : allouer des espaces propices aux co-constructions d'actions (accès aux journées techniques agricoles, développement de groupes de travail etc.) ; accroître l'accès et la visibilité aux formations agricoles pour les publics naturalistes ;
- **Connaissances** : prendre pour assise la connaissance de ce qu'il y a « chez soi », l'associer à des actions accessibles, faciliter la veille scientifique notamment d'études locales. L'accès aux données clés et à des formations a également été fortement souligné ;
- **Soutien financier** : besoins transversaux pour la plupart des pistes et besoins discutés :
 - Sécuriser les prises de risques et rémunérer les pratiques permettant la préservation,
 - Soutenir les investissements permettant le changement de pratiques ;
 - Financer du temps de travail et de formation dédié à ces enjeux.

Deux dynamiques clés identifiées lors de l'atelier :

- **La co-construction** : Qu'il s'agisse de financements, de formations, d'ateliers, d'actions plus poussées techniquement etc., les acteurs et actrices agricoles et écologues ont tout intérêt à coopérer et monter des synergies ;
- **La prise en compte du métier d'agriculteur et agricultrice** : approche transversale, cette dynamique de co-construction doit déjà inclure les agriculteurs et agricultrices afin d'ancrer la finalité des actions au sein du métier et de la réflexion concrète sur les Itinéraires Techniques.

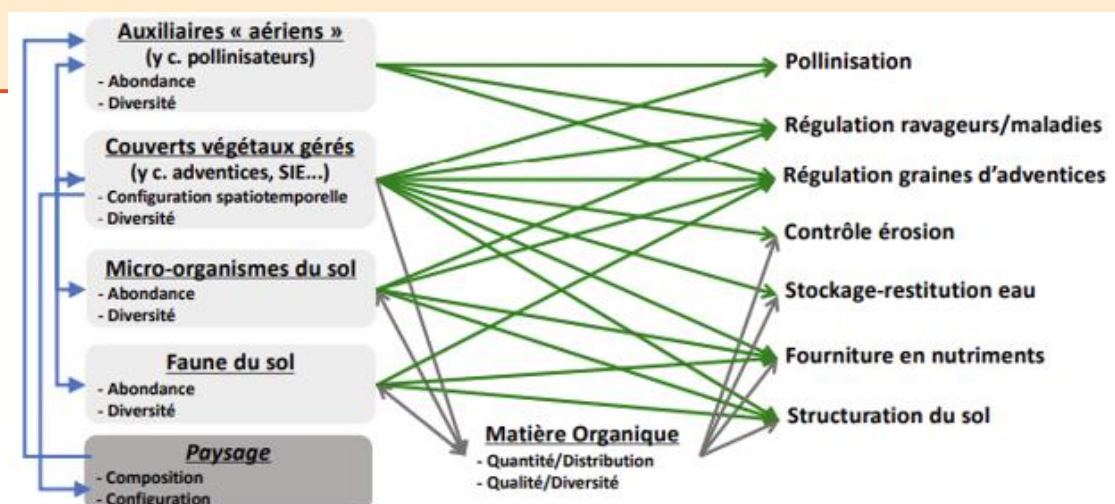
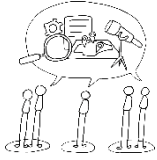


Figure 1 : Principales relations entre les composantes de la biodiversité et la matière organique des sols et les services écosystémiques (SE) fournis à l'agriculteur (Therond, Duru, 2019) & Représentation simplifiée des facteurs influant sur les communautés d'auxiliaires (DRAAF, 2025)



Ecosystème d'acteurs et actrices à mobiliser

Mention de différents publics à mobiliser, en particulier sur la **thématique auxiliaires et pollinisateurs** :

- **Le réseau de CATAE¹** : constitue un ensemble facilement mobilisable, à investir pleinement, voir comment ce qui est déjà en place puisse soutenir cette prise en compte – formation, actions collectives, soutien à l'animation, au développement de nouvelles actions.
- **Ne pas se limiter à un pré-carré établi de « convaincu.e.s »** : les participants et participantes ont pointé la nécessité de s'adresser aux publics plus distants afin de permettre un impact plus large, dans un cadre où les dynamiques existantes s'essoufflent.
- **Nouveaux exploitants.e.s et conseillers et conseillères** : un public prioritaire pour initier une nouvelle dynamique « dès le départ », le renouvellement des générations arrivant à grands pas.

Les acteur.rice.s agricoles ont notamment fait remonter un **manque de connaissance/visibilité sur les acteur.rice.s écologues présent.e.s**, ce qui peut limiter les collaborations sur les territoires (*voir section sur les synergies*).



Pistes d'Actions : Formations – des programmes à co-construire et à rendre accessibles

Différents leviers mentionnés :

- **Financer** des programmes de formation pour les acteurs et actrices agricoles sur ces enjeux ;
- **Valoriser l'existant** : les formations sont déjà nombreuses du côté écologue : il faut aussi les mettre en avant !
- **Co-construire les formations** : le portage commun/transversal de formations faciliterait leur diffusion, limiterait les aprioris des fois adressées aux structures écologues ;
 - Affiner les formations sur des enjeux plus spécifiques ou communs à certaines filières et contextes

Enjeux de formation identifiés/discutés (à décliner autant que possible par territoire/filière) :

- **De manière transversale** : connaître ce qu'il y a chez soi, rendre accessible en rendant palpable ! Permettre une montée en compétence directement sur le terrain en illustrant/commençant par l'existant sur place.
- **Biologie/écologie des pollinisateurs** : notamment pollinisateurs sauvages, besoins en termes de ressources et d'habitats ;
- **Travail sur les couples** : auxiliaires-ravageurs, auxiliaires-plantes/ravageurs-plantes pour axer les ITK dans certaines dynamiques flore-faune ;
 - Toutes les structures – entrée productive clé impliquant une bonne prise en compte de la biodiversité dans les systèmes de cultures.
- **Pollinisateurs sauvages** : transversalité intéressante pour toutes les filières



Pistes d'Actions : Connaissances – quelles données ?

Les leviers mentionnés :

- Accès à des formations, webinaires dédiés ;

¹ Collectifs d'agriculteurs impliqués dans la transition agroécologique

- Production de supports de vulgarisation, de synthèses thématiques ;
- Focaliser la communication sur les bénéfices des auxiliaires et des pollinisateurs ;
- Témoigner de l'accessibilité à moindre coûts de certaines actions ;
- Aborder le sujet via des « portes d'entrée » : exemples des couverts végétaux pour ensuite étendre à d'autres thématiques (biodiversité liée...) ;
- Mettre en avant des retours d'expériences d'agriculteurs et agricultrices locaux.

« Il faut cependant défendre un narratif de préservation du vivant, qu'importe son importance/rôle dans le système de production ! »



Pistes d'Actions : Synergies & montée en compétences collective

Les échanges lors de cet atelier sont revenus sur l'importance des synergies, passant par la transversalité. Cette dernière doit impliquer les agriculteur.rices et être investie à différents moments pour conduire sur un « conseil croisé/coordonné » :

- **Investir les journées techniques agricoles, les salons, évènements agroécologiques** : les écologues sont sous-représenté.e.s, voire absent.e.s des journées techniques, des gros évènements.
- **Construire des journées techniques/d'échanges communes aux acteurs et actrices agricoles et écologues** : sur une thématique plus précise/filière précise pour que les échanges permettent d'identifier les problématiques respectives, leurs intersections et les pistes d'actions possibles, que les approches et compétences se complètent.
- **Réunion/sortie en bout de champs** : Etape possible une fois que les structures se connaissent et que les conseillers et conseillères ont pu travailler en amont sur des enjeux communs précis.
- **Les projets transverses** : Mention de programmes comme Agrifaune – Messicoles – AAP phyto&Biodiv, visant à inclure toutes les parties prenantes autour d'enjeux communs et permettant de développer des partenariats ;
- **Groupes de travail locaux/thématiques** : la construction d'espaces d'échanges communs entre acteur.rice.s est un horizon idéal afin d'assurer une collaboration continue et prolongée. Les enjeux de financement de temps de travail restent ici aussi clés, y compris pour assurer la coordination nécessaire à ce type de dispositif ;
- **Journées REX/Réunions bouts de champs** : l'importance des échanges pairs à pairs, notamment pour rendre le moins abstrait possible ces changements de pratiques et leur inclusion dans l'exploitation et donc le métier d'agriculteur.

Soutiens financiers

Appelé « **le plus important et le moins accessible** », le levier financement est transversal à l'ensemble des discussions. Le constat général est que **les financements sur la thématique de l'atelier sont très limités**. Le reste du compte-rendu de l'atelier détaille des actions nécessitant des financements.

Les enjeux centraux évoqués quant aux financements sont les suivants :

- **De manière transversale** : rendre visible l'existant, centraliser l'ensemble des possibilités à un même endroit pour leur faire gagner en visibilité, intégrer des actions sur les enjeux auxiliaires/pollinisateurs via d'autres financements (IAE notamment, lien avec les habitats des auxiliaires et pollinisateurs) ;
 - Inclure les acteur.rice.s écologues dans les discussions conduisant au cadrage, à la structuration des financements.

- **Pour les agriculteurs et agricultrices** : des financements qui sécurisent la prise de risque et le changement de pratique/rémunèrent la préservation, le service rendu, des financements qui assurent et accompagnent le suivi sur ces enjeux ;
 - PSE, mécanismes assuranciers lorsque réduire son usage de PPP permet de favoriser les auxiliaires et les pollinisateurs implique une asymétrie importante dans la protection des cultures, comment palier à ce risque en termes de rendements, donc de revenus ? Comment rémunérer le service rendu pour préservation ?
 - La formation sur différentes thématiques
- **Pour les conseillers et conseillères (tant agricoles qu'écologiques)** : des financements additionnels au temps de travail déjà défini, du temps de formation. L'organisation du travail est pour l'instant structuré sur des missions précises, il est dur d'isoler du temps de travail pour construire de nouvelles dynamiques ou se former sur certains enjeux spécifiques aux missions du conseiller.
- **Pour les structures (autant exploitations que conseils techniques)** : des programmes multi partenariaux portant des financements pluriannuels (plus de 5 ans), permettant de pérenniser les dynamiques, des espaces de travail commun (journée technique, groupe de travail, formation).

> Ces programmes permettraient notamment d'encadrer des **actions de formations**, liées ensuite à des collaborations entre conseillers et conseillères, et dédiés dans le temps sur des exploitations.

Intervenant.e.s sur l'atelier :

Youri Paupe, animateur de groupe DEPHY

Fanny Vogelweith, entomologiste

Gaëlle Bernadas, Conservatoire Botanique National Pyrénées Midi-Pyrénées



Atelier 3 – Prairies multifonctionnelles : mieux les comprendre

État des Lieux : lacunes et besoins identifiés

Sur l'accompagnement des éleveurs et éleveuses, l'atelier a permis de revenir sur des besoins relatifs à 3 axes de discussions : **expertise, connaissances requises** et **posture d'animation** du conseiller.

Quelques freins soulignés :

- **Côté agriculteurs et agricultrices** : Un frein de l'ordre psychologique autour de la crainte que la présence d'espèces protégées sur les parcelles amène une contrainte pour son activité. La biodiversité peut être perçue par le biais de la contrainte et il est plus difficile de se rendre compte des services rendus par celle-ci.
> **La biodiversité est encore largement perçue par de nombreux et nombreuses agriculteurs et agricultrices comme une contrainte plutôt que comme un levier agronomique.** Cette perception s'appuie sur des idées reçues persistantes souvent liées à un manque d'informations accessibles, de références locales et de retours d'expérience concrets. Ces représentations peuvent freiner l'adhésion aux pratiques favorables à la biodiversité.
- **Côté structures de l'accompagnement** : Le manque de moyens humains et financiers pour monter des projets multi-partenariaux, la difficulté à mobiliser les agriculteurs et le besoin de sortir de la polarisation agri/naturalistes ont été évoqué dans les échanges.



La posture de l'animation

Les échanges lors de l'atelier sont revenus sur quelques éléments de réflexion quant à la **posture de l'animateur et animatrice** :

Les participants et participantes de l'atelier sont revenu.e.s sur l'importance de repartir **des problématiques agronomiques et quotidiennes** de l'éleveuse ou de l'éleveur et d'identifier ses besoins à court termes. *Quelques exemples cités :*

- **Autonomie fourragère**
- **Pâturage l'été**
- **Accès à l'eau et abreuvement**

Les gestionnaires de biodiversité peuvent jouer un rôle dans l'accompagnement sur ce type de questions au quotidien, et répondre à ces problématiques à travers un autre prisme de connaissances.

En termes d'**actions d'animation**, privilégier les échanges terrain **de pairs à pairs** ou directement dans les fermes (visites 'bout de champs', 'de ferme en ferme', ...) avec des animateur.rice.s et intervenant.e.s extérieurs. Les échanges collectifs locaux sont à privilégier, couplés à de l'accompagnement individuel avec cette approche ferme à ferme.

Quelques éléments cités pour « **lever la peur du jugement** » :

- Mobiliser le collectif, faire intervenir des éleveurs et éleveuses adhérent.e.s dans les animations
- Partir d'un premier niveau initial et faire avancer petit à petit
- Privilégier les échanges pairs à pairs avec un cadre structuré en amont, l'animateur.rice qui joue un **rôle de facilitation** (définit les objectifs, évalue les résultats, organise les rencontres)

- Partir de l'intérêt 'fourrager' avant d'aller vers des enjeux de biodiversité.

Pistes d'Actions : Outils, Indicateurs et Suivi Technique

Faire vivre les outils de diagnostic existants : suivis dans le temps, supports d'animation à disposition, webinaires thématiques...

Des « **marches de progression** » à présenter, expliciter : pour mesurer les progrès dans le temps, objectifs de résultats plus que de moyens...

Pistes d'Actions : Synergies & montée en compétences collective

Monter des espaces d'échanges pour partager les connaissances inter-structures, poser des langages communs et casser le schéma « 1 recette – 1 solution ».

Les participants ont notamment soulevé l'idée de la mise en place de programmes de montée en compétences basés sur les échanges entre pairs et les visites terrain, avec une approche par public cible.



Intervenant.e.s sur l'atelier :

Sarah Mihout, formatrice du réseau Patur'Ajuste et Philippe Tyssandier, conseiller pastoralisme à la Chambre Départementale d'Agriculture du Lot. Présentation de la méthode Patur'Ajuste servant de trame méthodologique pour l'élaboration de plans de gestion éco-pastoraux, dans les associations foncières pastorales du département du Lot.

Atelier 4 – IAE & pratiques favorables à la biodiversité : du diagnostic à l'action...

État des Lieux : Quels freins à ce type de démarche d'accompagnement ?

A travers 3 murs de discussions, les participants sont revenus sur plusieurs freins inhérents aux démarches croisées d'accompagnement sur le terrain :

- **Des freins en termes de mobilisation sur les territoires** : des contraintes de disponibilités entre partenaires et avec les agriculteurs et agricultrices, la difficulté à mobiliser certains profils d'agriculteurs et agricultrices ;
- **Des freins en termes de connaissances et d'outils à disposition** : une méconnaissance des outils existants, peu de chiffres convaincants, sourcés et puissants, peu de données locales notamment sur les enjeux écologiques en milieux agricoles avec des données par espèces difficiles à acquérir... Et la difficulté à réaliser des suivis sur des temps longs, inhérent à des manques de moyens humains et financiers ;
- **Côté financements** : La difficulté à financer les IAE portées par un agriculteur et des actions simples et concrètes mais à une échelle individuelle sans une dynamique collective derrière.



Pistes d'Actions : Synergies & montée en compétences collective

Il est ressorti de cet atelier, l'idée générale de création d'une **plateforme vivante Agriculture & Biodiversité**, animée à diverses échelles pour regrouper les ressources, retours d'expériences existants, faire vivre les outils conçus, partager de l'information et mutualiser sur certains sujets à travers la mise en place de groupes d'échanges ou d'ateliers sur les territoires.

Pour être efficace, cette piste d'action doit s'articuler sur deux échelles complémentaires :

- **Un échelon Régional** (qui pourrait s'appuyer sur le COPIL AgriBiodiv') : Assure la cohérence globale, la **centralisation de ressources** techniques et financières, et définit une charte de fonctionnement. Il est animé par un **acteur "tiers de confiance"** et soutenu par des financements publics et partenaires régionaux.
- **Un échelon Territorial** : Se décline via un **système de référents** par département, territoire à enjeux ou par petit collectif. C'est ici que s'organise une animation locale : journées de terrain, formations aux outils, groupes d'échanges basés sur les problématiques contextuelles des agriculteurs...

Conditions de réussite et "Points de vigilance" :

Pour que cette piste régionale se décline avec succès sur le terrain, plusieurs leviers doivent être activés :

- **La « bonne posture »** : Partir des besoins et des "envies" des agriculteurs plutôt que des contraintes ;
- **Pérennité** : Sécuriser des financements pour le **temps long de l'animation**, souvent difficile à financer par rapport aux investissements matériels ;

- **Inspiration** : S'appuyer sur des modèles de réseaux de partage réussis comme la démarche **Captages d'Eauccitanie** animée par la FREDON



Soutiens financiers : des financements intégrés et à diverses échelles

Deux pistes de de réflexions soulevées lors des échanges :

1/ Favoriser le financement d'actions simples pour un effet boule de neige

- **Ouvrir les financements à des actions simples et individuelles** : les agriculteurs et agricultrices doivent pouvoir demander des aides sur son projet IAE sans passer par le collectif, financements directs de « petites actions fondées sur la nature » à petites échelles... -> Effet boule de neige attendu.
- **Recenser des actions à moindre coût**
- **Favoriser l'accès aux PSE**

2/ Accroître une vision intégrée des financements disponibles

- **Mutualisation des financements et regroupement de l'existant** : plateforme/structure régionale pour recenser les AAP et dispositifs financiers, mettre en place un accompagnement des associations dans leurs recherches et réponses à des AAP, ... Consortium d'acteurs/partenaires pour gagner en efficacité ;
- **AAP intégré pour financer plusieurs choses sur un territoire** ;
- **Animation d'un réseau** autour d'une thématique pour savoir qui fait quoi, ce que chacun amène, monter en compétences ... puis que ça permette de construire des réponses collectives à des AAP -> échelle pertinente, construction de coalitions territoriales ... Idée d'un GT régional pour gagner en efficacité, construire des argumentaires ?

LIFE Côteaux Gascons : développement d'argumentaires -> REX à mutualiser pour faire jurisprudence -> partage des connaissances de chacun en termes de montage de dossier et d'arguments... Par exemple inviter les porteurs de projets LIFE pour faire remonter les bonnes méthodes, les REX en termes d'ingénierie de projet.



Intervenant.e.s sur l'atelier :

Constance Helissey, syndicat mixte des Gorges du Gardon, Romane Barascud de la Chambre d'Agriculture Départementale du Gard et Margaux Morales, de l'association COGard nous ont présenté la démarche d'accompagnement d'une dizaine d'agriculteurs dans le cadre du programme LIFE Terra Musiva.

Synergies, formations & montée en compétences collective

Le développement d'une culture commune, le partage des regards, vocabulaires et approches entre monde agricole et de la biodiversité dans une optique de décloisonnement sont des éléments revenus dans chaque atelier. Concrètement, cela passe par :

- Le développement de **journées terrain, 'regards croisés', entre pairs et de formations co-construites et transversales**, l'importance des **échanges entre pairs** et des **journées « bout de champ »** permettant de valoriser les savoirs empiriques des agriculteur.rice.s et de rendre les changements de pratiques concrets et palpables ;
- Valoriser davantage et diffuser auprès des différents publics les **formations existantes** ;
- L'émergence d'un **conseil croisé et coordonné**, passant par la présence accrue des acteurs et actrices de l'environnement au sein des événements agricoles, et vis-versa, et la création de davantage d'espaces d'échanges inter-structures pour harmoniser les langages ;
- La mise en place d'une **plateforme régionale vivante** (type réseau AgriBiodiv') animée par un « tiers de confiance » pour centraliser les ressources et les retours d'expérience.

Connaissances & Outils, Indicateurs et Suivi Technique

Pour favoriser le passage à l'action, les échanges soulignent la nécessité de disposer de **données chiffrées, et d'outils de diagnostic pédagogiques et accessibles**, sans toutefois recréer de nouveaux outils ou plateformes. Les pistes privilégient :

- L'accès et le déploiement d'**outils de terrain simples** (bioindicateurs, plantes indicatrices, outils de mesure directe du sol) ne nécessitant pas systématiquement un passage par le laboratoire ;
- L'utilisation de **diagnostics explicatifs** qui se concentrent sur le « pourquoi » des résultats ;
- La définition de **marches de progression** claires pour mesurer les progrès dans le temps, en privilégiant des objectifs de résultats ;
- La **mutualisation des données** pour capitaliser sur les méthodes existantes, les partager à travers divers canaux et « faire vivre les outils existants ».

Soutiens financiers

Le levier financier est transversal à toutes les discussions, jugé crucial mais souvent peu incitatif ou difficile d'accès sur le long terme. Les besoins évoqués s'articulent autour des points suivants :

- Une meilleure sécurisation de la **prise de risque pour les agriculteur.rice.s**, via des dispositifs assuranciers ou des Paiements pour Services Environnementaux (PSE) qui rémunèrent le service rendu et compensent les éventuelles baisses de rendement lors de la période de transition, mais aussi l'ouverture des aides pour des **actions individuelles et simples** ;
- Le nécessaire financement du **temps long de l'animation et de l'ingénierie** (pluri annualité au-delà de 5 ans), indispensable pour construire des dynamiques collectives et partenariales pérennes ;
- Une meilleure **visibilité et intégration des financements** existants par le biais de plateformes régionales centralisant les appels à projets (AAP) et favorisant les réponses en consortium.

Avec le soutien financier de :



Cofinancé par l'Union européenne



Écophyto est une politique publique du GOUVERNEMENT



Réalisé dans le cadre du projet LIFE BIODIV'FRANCE

Coordonné par l'Office Français de la Biodiversité, ce projet rassemble un consortium de 31 participants. Il accompagne la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la biodiversité en travaillant sur 5 cibles : les territoires, aires protégées, filières, citoyens et acteurs de la formation.

Cofinancé par l'Union européenne. Les points de vue et les opinions exprimés sont toutefois ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de CINEA. Ni l'Union européenne ni l'autorité chargée de l'octroi de la subvention ne peuvent en être tenues pour responsables.